



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Dispositif d'alerte tsunami aux Antilles

Question écrite n° 5992

Texte de la question

Mme Maud Petit attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre des outre-mer sur les conséquences, pour les Antilles, des réductions budgétaires de l'administration Trump dans la recherche climatique. Le nouveau président des États-Unis, Donald Trump n'a jamais fait mystère de son climatoscepticisme. Par le passé, il avait qualifié le changement climatique de « canular ». Tout juste investi, l'une de ses premières décisions aura été de retirer les USA des accords de Paris sur le climat. Décision qu'il avait également prise lors de son premier mandat au cours duquel il avait annulé plus de 160 normes environnementales. Son second mandat semble s'inscrire dans la même ligne. C'est ainsi que, sur le site de la Maison Blanche, toutes les sections consacrées au changement climatique ont disparu. Tout aussi inquiétant : des subventions de recherche ont été gelées et des agences, comme la FEMA (agence fédérale de la gestion des situations d'urgence), l'EPA (agence américaine de protection de l'environnement) ou encore la NOAA (agence américaine chargée des prévisions météorologiques, de l'analyse du climat et de la conservation marine), ont vu leurs crédits fortement diminués et de nombreux scientifiques être licenciés. Mme la députée s'en inquiète. Et ce d'autant plus que les décisions concernant la NOAA ont un impact direct sur la prévention des tsunamis aux Antilles. Si la France dispose bien de centres d'alerte, aucun ne surveille cette partie du globe : Ils sont opérationnels en Méditerranée occidentale et dans la zone nord-est de l'Atlantique. La Martinique et la Guadeloupe dépendent donc du système d'alerte américain Pacific Tsunami Warning Center qui est, lui-même, chapeauté par la NOAA. Or, faute de crédits et de personnel, cette agence ne pourra plus assurer cette mission, d'autant qu'il été donné consigne à ses chercheurs de ne plus partager d'informations avec leurs collègues français de l'Institut français de recherche sur l'océan. Face à cette situation inquiétante, Mme la députée craint que, sous l'ère Trump, les États-Unis ne reviennent à une politique climatosceptique. Elle l'interroge donc afin de savoir quel dispositif il compte déployer pour que les habitants des Antilles françaises puissent être prévenus en cas de tsunami.

Données clés

Auteur : [Mme Maud Petit](#)

Circonscription : Val-de-Marne (4^e circonscription) - Les Démocrates

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 5992

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : [Outre-mer](#)

Ministère attributaire : [Intérieur](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [15 avril 2025](#), page 2675